

ESSENTIEL 4/3/2015

## Luxembourg 7



Le Conseil de l'Europe pourrait sanctionner la France aujourd'hui de ne pas interdire la fessée.

## La fessée interdite au Grand-Duché

**LUXEMBOURG** - La fessée et toute autre violence physique sur des enfants sont proscrites au Luxembourg. Mais elles ne sont pas punies.

Selon l'article 2 de la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille, «au sein notamment des familles et des communautés éducatives, la violence physique et sexuelle, les transgressions intergénérationnelles, les traitements inhumains et dégradants ainsi que les mutilations génitales sont prohibés». Ce simple article fait du

Grand-Duché l'un des 44 pays dans le monde disposant d'une législation interdisant les châtiments corporels sur les enfants.

«C'est très général. Mais au moins, nous avons un texte de loi qui dit que la violence physique sur des enfants n'est pas acceptable», explique le président de l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand (ORK), René Schlechter.

En revanche, aucune peine n'est prévue par le code pénal pour des châtiments corporels sur des enfants. Rien concernant le fait de corriger un enfant en le fessant ou le giflant, voire en le battant. Alors

faut-il adapter le code pénal? «Je suis partagé sur la question. D'un côté, un article dans le code pénal permettrait d'y voir plus clair. Mais je ne suis pas un adepte de la pénalisation des parents. Je pense qu'il est préférable d'aider les parents à apprendre à éduquer leur enfant», nuance René Schlechter.

Contrairement à la France, au cœur d'une polémique sur sa législation, le Luxembourg a déjà agi. Toutefois, «une loi spécifique sur les châtiments corporels aux enfants serait idéale», conclut le président de l'ORK.

**Patrick Théry**